

CA/lu

Berne, le 5 mars 1975

Note de dossierVisite à Berne de M. Leifland,
Directeur politique au MAE suédois

Au cours de sa visite du 4 février à Berne, destinée à prendre contact avec le Département politique, M. Leif Leifland (L.), nouveau Directeur de la Direction politique au MAE de Stockholm, a eu des entretiens avec MM. les Ambassadeurs Thalmann, Miller et Iselin. Un lunch organisé par le DPF et un dîner à l'Ambassade de Suède ont complété le programme de la journée.

Les entretiens ont fourni l'occasion d'échanger quelques informations et de comparer les positions respectives quant aux principaux développements de la politique internationale. Ils ont fait apparaître une large identité de vues entre le MAE suédois et le DPF. Il n'y a pas eu lieu de soulever de questions d'ordre bilatéral, ni d'un côté, ni de l'autre.

L. a expliqué les présentes polémiques de la presse soviétique contre la politique suédoise par une accumulation sans doute fortuite de petits faits, sans gravité en eux-mêmes (analyse stratégique de Synnergren publiée sans consultation du MAE, participation à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), imprudences de l'attaché militaire suédois en URSS, difficiles négociations sur le plateau continental dans la Baltique, offre du Viggen à des pays de l'OTAN assortie de projets de coopération pour sa fabrication, et enfin discours publics du Premier Palme, critiquant le régime politico-social des grandes puissances). L'animosité exprimée

./.

- 2 -

dans la presse soviétique n'a cependant donné lieu à aucune démarche officielle, si ce n'est une allusion de l'Ambassadeur à Stockholm et une autre mention similaire lors de contacts entre militaires soviétiques et suédois. Selon L., Stockholm attache une faible importance à tout cela. Il estime aussi qu'il ne faut pas faire un amalgame entre cette affaire et les voix social-démocrates finlandaises critiquant l'attitude suédoise dans la coopération nordique.

A noter que le discours de M. Palme incriminé du côté soviétique présentait les thèses de la nouvelle plateforme du parti social-démocrate suédois.

Les relations avec les Etats-Unis se sont nettement réchauffées depuis le remplacement de M. Nixon par M. Ford. Avant le récent voyage du MAE Anderson au Caire, l'Ambassadeur des Etats-Unis lui a présenté, à la demande de M. Kissinger, un briefing détaillé sur les efforts de paix au Moyen-Orient du Secrétaire d'Etat américain. Le récent discours de M. Anderson sur le Vietnam aurait entraîné une protestation américaine, sans autres conséquences.

Le gouvernement suédois s'apprête à demander à la commission des affaires étrangères l'approbation de l'accord de l'AIE et de la participation aux fonds d'urgence de l'OCDE et du FMI. Les arguments utilisés sont les mêmes que ceux du message du CF suisse, bien que présentés de façon plus succincte. On est parvenu à la conclusion, à Stockholm comme à Berne, que les fonds d'urgence de l'OCDE et du FMI ne touchent en aucune manière le statut de neutralité et l'on n'envisage donc pas de présenter une déclaration de neutralité (contrairement à l'intention actuelle de l'Autriche).

./.

- 3 -

La Suède attache beaucoup d'importance au rôle politique du Conseil de l'Europe. M. Genscher a aussi demandé à la Suède d'agir dans ce sens; il est cependant difficile de trouver des mesures concrètes à prendre. Une adhésion de la Finlande ne peut être envisagée. La Suède soutient l'idée suisse de contacts politiques de hauts-fonctionnaires des 18 pays; L. convient qu'il est sans doute préférable de ne pas relancer cette idée à l'heure actuelle, mais plutôt après que la Grande-Bretagne se sera déterminée quant à ses relations avec la CEE.

La Suède n'a pas encore répondu à la démarche française demandant l'insertion d'une "clause de Berlin" dans la rédaction du 10^e principe de la CSCE. L. conçoit la position suédoise dans le sens exact de la conception suisse. (L. se rendant à Genève le 5.3., on renonce à s'entretenir plus en détail de la CSCE).

La Suède, membre du Conseil de Sécurité, s'intéresse actuellement à la question de Chypre (rôle éventuel dans le parrainage des consultations intercommunautaires) et de Nébie (enviage de demander la suspension de l'Afrique du Sud lors de la prochaine Assemblée générale). L. expose encore l'attitude suédoise quant à certaines situations locales, telles que Viet-Nam du Sud (traitement strictement identique du Gouvernement de Saïgon et du GRP), nouveaux pays africains (la Suède entend ouvrir des ambassades au niveau de chargés d'affaires en Guinée-Bissau, Mozambique, puis Angola, surtout pour superviser les actions d'assistance technique d'assez grande envergure qui y sont projetées). En Europe, L. suit avec intérêt la croissante coopération politique des Neuf. Il est modérément optimiste, à court terme, quant à un règlement pacifique au Moyen-Orient; mais M. Anderson serait revenu du Caire très pessimiste à plus long terme, convaincu que d'ici cinq ans il devrait y avoir un nouveau conflit provoqué par des incidents entre Israël et les Palestiniens. Très pessimiste pour la situation au

./.

- 4 -

Cambodge, L. a donné ordre récemment d'entamer les mesures d'évacuation de quelques Suédois se trouvant encore à Pnom Penh. La Suède entretient des relations suivies avec le prince Sihanouk à Pékin; ce dernier aurait déclaré récemment à ses interlocuteurs suédois que même en cas de prise de Pnom Penh par les Khmers rouges, il ne s'y rendrait pas immédiatement.

C. Caratsch